



FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

1^{ER} MAI 2019 :

L'URGENCE EST DE RÉPONDRE AUX REVENDICATIONS DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS.

Ce sont plus de 310 000 salarié.e.s, privé.e.s d'emploi et retraité.e.s qui, rassemblé.e.s hier dans différentes initiatives sur tout le territoire, ont exprimé au gouvernement et au patronat l'exigence d'autres choix politiques en faveur de la nécessité d'amélioration des conditions de travail et de vie des populations dans notre pays. Ce 1^{er} mai 2019 a fait la preuve que, malgré les annonces faites par ce gouvernement, l'exigence d'actes concrets en faveur d'une réelle politique sociale est URGENTE pour apaiser le climat et la colère sociale qui s'exprime depuis des mois et qui ne faiblit pas .

Dans notre champ de la Santé et de l'Action Sociale, les luttes s'amplifient dans les différents secteurs d'activités comme le sanitaire, le médico-social, le social, la psychiatrie, les EHPAD, ainsi que les structures de soins pour personnes âgées et notamment actuellement au sein des services d'Urgences.

Les professionnel.le.s expriment ainsi la nécessité vitale que soient octroyés des moyens humains et budgétaires supplémentaires dans les établissements afin qu'ils puissent exercer leur travail au quotidien dans des conditions dignes, avoir les effectifs en personnel et le matériel nécessaire pour accomplir leurs missions, puissent accéder à leur temps de repos et à leurs congés, que l'on reconnaisse la pénibilité de leur métier... Cela doit passer par des revalorisations salariales et une prise en compte d'un départ anticipé à la retraite.

Pour les salarié.e.s de nos secteurs, il s'agit aussi de défendre à travers leurs revendications les missions de services publics de Santé et d'Action Sociale pour un accès, un accueil de qualité pour toute la population sur tout le territoire .

La CGT, avec les salarié.e.s, sera vigilante pour lutter contre les restructurations et fermetures de services, de lits et/ou d'établissements. Et elle prendra toutes les dispositions pour exiger la concrétisation par des actes des récentes déclarations faites par le président de la République qui s'est engagé à ne plus fermer d'hôpitaux.

Le gouvernement, par sa politique d'austérité menée, est responsable du climat social actuel.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale condamne les dérapages de répressions policières et les violences émanant de personnes ou de groupuscules (Black blocs, casseurs...) qui n'ont qu'un objectif, discréditer le mouvement social, démocratique, et fragiliser le droit fondamental à manifester pour une société plus juste pour toutes et tous.

La CGT exige une totale transparence et que la lumière soit faite sur les événements de violences qui ont émaillé la manifestation parisienne du 1^{er} mai, notamment sur l'intrusion d'un groupe de personnes au sein de l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Une fois de plus, ce sont les personnels, seuls dans un premier temps, qui ont dû faire face à cette situation et nous saluons leur dévouement pour protéger les patient.e.s hospitalisé.e.s dont ils ont la charge.

Ces incidents regrettables et inacceptables ne doivent pas entraver la nécessité de poursuivre le mouvement légitime pour faire aboutir les revendications et alternatives proposées pour un meilleur système de Santé et de Protection sociale pour tous .

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale appelle toutes et tous à participer aux initiatives prévues lors de la mobilisation du 9 mai prochain pour la défense du statut de la Fonction Publique et des services publics.

Montreuil, le 2 mai 2019

Case 538

263, rue de Paris
93515 Montreuil Cedex

34/19

Tél : 01.55.82.87.88

Fax : 01.55.82.87.74

E-Mail :

sg@sante.cgt.fr